

Les faits saillants internationaux de l'activité de la FNME- CGT

Ils sont prêts d'un million et demi à avoir quitté leurs racines, leur famille, leur foyer sur les trois dernières années et près de 10.000 à avoir péri en mer selon les chiffres de l'Organisation internationale des Migrations.

Ces enfants, femmes et hommes qui affluent en Europe, fuient la guerre, le terrorisme, sur fond de luttes pour le pouvoir, les terres et leurs ressources.

L'action de la CCAS en matière d'accueil de familles est à mettre à l'initiative de nos valeurs de solidarité.

Depuis que monde est monde, les guerres, et les désordres financiers sont organisés pour s'approprier des richesses, mener des politiques qui font des peuples toujours les mêmes victimes.

Le capitalisme porte en lui ce monde de violence et de concurrence qui répand la misère et écarte toutes possibilités de conditions de vie normales dans une société émancipée. Nous considérons aujourd'hui que ce système a fait le lit du terrorisme.

Les attentats en France, en Belgique, au Luxembourg, au Mali, au Danemark, en Allemagne, en Turquie, aux USA ou bien encore en Afghanistan – pour ne citer que ceux là - ont renforcé les nationalismes et les comportements sécuritaires.

Nous nous sommes engagés dans le travail CGT en participant aux réunions d'échanges organisées par l'Espace International Confédéral et en nous engageant par exemple dans les batailles menées contre les accords de libre-échange tels le TAFTA ou le CETA.

La crise de l'immigration est une terrible tragédie humanitaire, mais elle suscite également un grave dilemme institutionnel pour les Eurocrates et nos gouvernants !

L'Europe n'a pour l'instant pas su répondre à l'avalanche de ces réfugiés par une plus grande intégration et un travail collectif. Bien au contraire certains pays on établit des barrières et refermés leurs frontières.

Nous nous sommes ainsi engagés dans le Collectif Confédéral « Paix et Désarmement » convaincus que notre engagement pour la paix revient à mettre en mouvement nos revendications de justice sociale, d'emplois décents, de réindustrialisation, d'énergie pour tous.

Une résolution de l'ONU votée à l'été 2016 porte la nécessité d'un débat sur les armes nucléaires en 2017 malgré l'opposition des pays marchands d'armes. C'est une victoire que nous devons pousser partout où nous pourrons agir afin que ce débat soit tenu et permette aux peuples de ne plus être sous la menace nucléaire.

Il y a d'autres éclaircies comme l'accord de paix entre le gouvernement colombien et les FARC après des dizaines d'années de conflits et des milliers de morts.

L'accord sur le nucléaire iranien peut lui aussi ouvrir des perspectives de stabilité géopolitique.

L'action internationale de la FNME-CGT depuis des années en faveur de l'humain et du social, l'a conduit à développer des valeurs de justice, de solidarité, de paix.

Autour de ces valeurs, nous avons à plusieurs reprises envoyé des motions de soutien ou apporté un soutien financier (Grèce sur la crise, Turquie mineurs de charbon et le procès

contre les syndicats, Serbie, Bosnie Herzégovine en solidarité pour les victimes des inondations, Ukraine : destruction des locaux syndicaux, Hongrie avec notre soutien pour leur action contre les privatisations, Kosovo avec le soutien des mineurs en grève, Italie / tremblement de terre).

Les trois dernières années ont aussi vu les cours internationaux des matières premières chuter considérablement et en particulier ceux du pétrole.

Résultat, beaucoup de pays émergents sont entrés en crise. La baisse de la demande de matières premières de la part de la Chine ainsi qu'une abondance inespérée d'or noir ont provoqué en 2015 une baisse de 34% des *commodities* (jusqu'à 80% en dessous de leur prix maximum).

De la Russie à l'Indonésie en passant par le Venezuela et l'Argentine, les pays qui dépendent de leurs exportations internationales de matières premières se sont retrouvés en difficulté. Ils ont subi d'importants ajustements économiques avec des conséquences sociales majeures. Les acquis sociaux sont remis en cause partout en Amérique Latine, en Asie, en Afrique et la répression se fait dans le sang.

Les multinationales du secteur énergétique utilisent ces baisses de prix pour mettre en place des restructurations, des fermetures de moyens de production et des suppressions massives d'emplois.

Nous sommes intervenus à de multiples reprises pour dénoncer les emprisonnements de syndicalistes, la répression d'opposants, les drames climatiques ou ceux de la guerre ou bien encore la corruption (Corée, Burundi, Hong Kong, Sénégal, Guinée, Pérou, Niger, Népal, Birmanie, Nigéria, Colombie, Equateur, USA...).

Le fonctionnement du pôle est basé sur 2,5 permanents plus trois autres camarades intervenant sur des demandes continents.

Des réunions mensuelles ont permis de gérer les priorités et si nous avons pu élargir notre base de mandatés participant aux différentes initiatives, nous avons encore des faiblesses importantes pour porter nos revendications.

Nous ne participons par exemple pas aux différents comités de jeunes qui existent dans nos européennes.

Nos lacunes en matière de langues étrangères nous condamnent parfois à limiter nos approches d'autres délégations et ainsi à mieux faire connaître nos positions.

Ce qui a guidé notre activité au long de ces trois dernières années était de contribuer - à notre niveau - à l'émancipation des Femmes et Hommes, dans le respect des libertés individuelles et collectives.

Le Pôle Europe International s'est ainsi fortement impliqué dans la réécriture des orientations internationales de la CCAS sur les questions de solidarité, des aides d'urgence, sur les voyages solidaires et sur les aides au développement.

Nous avons renforcé la délégation CGT et participé activement à la Commission Internationale.

Nous avons aussi, développé notre action dans l'Association SOS Futur – Droit à l'Énergie. Aujourd'hui la FNME a deux administrateurs, membres du Secrétariat dont la vice-présidence Europe. Nous avons contribué à réactiver le débat sur le droit à l'énergie dans nos réseaux en

intervenant à de nombreuses reprises dans des conférences, colloques, dans des syndicats et à l'EPSU. La force de DAE résidant dans ses adhérents, nous nous sommes déployés auprès de nos partenaires avec DAE, pour faire connaître l'Association et amener de nouveaux partenaires.

DAE a ainsi relancé son activité en participant au forum mondial économique de Montréal qui a conduit à l'écriture d'une résolution pour l'ONU demandant la création d'une journée mondiale de l'énergie. Celle-ci est soutenue par le Conseil Mondial de l'Energie et l'Agence Internationale de l'Energie.

Toutefois, malgré une présentation devant l'ECOSOC (conseil économique social de l'ONU), cette résolution n'a pas été acceptée.

Autour de notre mandat dans DAE, l'un de nos administrateurs CGT a participé au forum économie positive du Havre de Jacques Attali. Notre expression sur la précarité énergétique est aujourd'hui en ligne sur leur site.

Enfin nous avons activement contribué à la tenue d'un colloque sur le Droit à l'Energie à Paris dans le cadre de la COP 21.

Notre ré-adhésion à DAE permet aujourd'hui des contacts avec une députée européenne sur la question de la précarité énergétique afin de travailler à une définition européenne de celle-ci et de mettre en place un observatoire européen de la précarité énergétique.

Si DAE reprend des « couleurs » il est nécessaire de nous interroger sur son avenir, le développement de son activité, son fonctionnement et notre engagement au sein de l'Association.

La délégation CGT a proposé une modification des statuts de DAE afin d'assurer aux futurs adhérents une véritable transparence en demandant aussi la tenue d'une Assemblée Générale le plus rapidement possible ce qui permettrait de renouveler le Conseil d'Administration et de réviser les orientations pour les années futures.

Les Congrès de Montpellier puis de Besançon avaient affirmé la nécessité de faire de l'Europe notre champ naturel d'activité.

Le Pole Europe/International de la fédération s'est donc engagé dans la consolidation de son réseau d'homologues européens au niveau de l'Energie à travers des relations bilatérales mais aussi en participant activement au travail des deux fédérations européennes auxquelles elle est affiliée.

Dans le cadre de nos relations bilatérales en Europe :

Nous avons participé à plus d'une vingtaine de délégations (conférences, congrès, invitations thématiques) depuis Besançon.

Nous nous sommes efforcés de lier nos déplacements au travail effectué par les membres des CEE des Groupes de notre champ fédéral et à notre activité revendicative.

Nous avons ainsi pu contrer la mise en demeure de Bruxelles sur les concessions hydrauliques en travaillant en intersyndicale avec nos deux fédérations européennes et en intervenant auprès de la Commission.

Nous avons aussi répondu à plusieurs sollicitations des délégations Cgt des CEE dans le cadre d'acquisitions, de ventes ou de restructurations des groupes de notre champ fédéral afin de les mettre en relation avec les syndicats étrangers concernés par ces évolutions.

Nous avons travaillé avec le nouveau membre du CEE d'Uniper pour réécrire un nouvel accord de Comité d'Entreprise Européen de la nouvelle SE.

La négociation de nouveaux accords et notamment l'Accord Social Européen à Engie est à mettre à l'actif des mandatés engagés sur les questions européennes.

Ce travail a contribué à la reprise par la CGT du Secrétariat d'Engie.

Nous avons aussi porté nos revendications dans le cadre de la Directive Temps de Travail et la nouvelle directive CEE.

De même, nous avons répondu à plusieurs enquêtes publiques émanant de la commission en lien avec le Pôle Economique, Energétique et Industriel notamment mais aussi en travaillant avec le Secteur Handicap de la fédération et la Commission Droit à l'Energie.

Plusieurs échanges ont eu lieu autour du droit à l'Energie, les aberrations de la concurrence sur ce secteur avec nos partenaires. Des pistes d'actions sont en cours de construction avec nos partenaires européens pour la tenue d'un colloque européen sur les conséquences du libéralisme dans notre secteur et les initiatives à travailler.

Au sein de nos fédérations européennes le PEI a axé son action sur sa participation régulière aux instances de décisions (congrès, comités exécutifs, comités politiques).

Dans IndustriALL Europe, nous avons des difficultés à mettre en place un réseau de syndicats de l'Energie « progressistes ». En effet, la plupart des fédérations syndicales affiliées sont des fédérations de l'Industrie avec un poids important de la métallurgie, qui ne représentent que très peu l'énergie. De plus, plusieurs fédérations de l'énergie ne sont pas adhérentes à IndustriALL.

Nous participons à 4 comités politiques (Industrie, Dialogue Social, Entreprises et Négociations Collectives) ainsi qu'au Comité Egalité des Chances.

Nous n'avons pas su nous imposer et développer nos idées et revendications faute de temps et de camarades susceptibles de s'impliquer. Le travail avec les Commissions et différents pôles de la Fédération reste difficile en dehors d'un travail régulier avec la Commission Précarité Energétique et le Pole Eco, Energie Industrie.

Toutefois nous avons pu lors du dernier Congrès d'IndustriALL ETU à Madrid, porter des amendements sur les enjeux de l'énergie et les questions de réindustrialisation.

S'ils n'ont pas été repris en tant que tels, il est à noter le soutien des fédérations françaises FO, CFTC, et CGC ainsi que par plusieurs délégations étrangères dont nous sommes proches. Cela nous ouvre des perspectives pour travailler plus en amont avec des partenaires potentiels sur les dossiers de notre secteur.

Pour le Congrès de la FSESP, nous avons là aussi pêcher – faute de temps – pour préparer plus collectivement nos propositions aussi bien dans la CGT qu'avec nos camarades étrangers.

Ce constat d'échec doit nous alerter sur la nécessité de débattre encore dans la CGT nos positions qui ne sont pas partagées sur les questions énergétiques.

Notre engagement est important dans les différents Comités des Femmes (Europe : FSESP et IndustriALL ETU- et à l'international dans IndustriALL Global Union).

Un plan de travail ambitieux a été validé. Il regroupe les thèmes : égalité de traitement et discriminations – austérité, privatisations, salariat précaire : impact sur l'égalité de traitement – conciliation des temps de vie – Ecart de salaire dans les services publics – promouvoir les accords égalité dans les CEE – représentation des femmes dans les structures syndicales – les violences faites aux femmes – les services sociaux et santé (notamment aide à la petite enfance et aides aux aidants) – écart des pensions F/H – les femmes migrantes.

Le travail réalisé au sein du Comité de Dialogue Sectoriel Electricité a été important sur le dernier mandat (le comité de dialogue gaz ne fonctionne plus mais nous continuons à intervenir pour relancer ce comité). Le dialogue social dans le secteur élec couvre la production, la distribution, le commerce et le transport d'électricité.

Nous nous sommes impliqués dans la réalisation :

- D'un accord cadre pour les stages dans le secteur de l'électricité en Europe
- Premier examen de la déclaration conjointe sur les aspects sociaux de la responsabilité sociale des entreprises Actions positives concernant la formation/la santé & la sécurité/l'égalité des chances & la diversité
- Compétences, qualifications et anticipation des changements dans le secteur de l'électricité en Europe. Un cadre d'action commun des partenaires sociaux européens du secteur de l'électricité a été discuté.

Des positions communes ont été prises :

- Position commune sur le nouveau marché de l'énergie
- Position commune sur le « Cadre pour les politiques en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 »
- Proposition de modification de la directive 2009/71 / EURATOM instituant un cadre communautaire
- Réponse au document de consultation sur les grandes lignes de la stratégie sociale de la Communauté de l'énergie.

Ce travail reste méconnu de nos organisations et n'est que peu voire pas du tout utilisé pour peser dans les négociations nationales avec nos groupes.

Nous avons aussi comme la direction Fédérale l'avait demandé en validant la feuille de route du Pole Europe International relancé un certain nombre de jumelages en travaillant avec les Coordinations Régionales.

Deux jumelages peuvent être mis en avant en Europe :

- Le jumelage entre la région Nord Pas de Calais, le syndicat UNISON au Royaume Uni et GAZELCO en Belgique. Rencontre à Amiens (France) sur nos revendications à construire autour de la filière « Commerce » et notamment sur la vie et les conditions de travail sur les plateaux clientèle.
- Le jumelage entre la centrale hongroise de Paks et Flamanville sur les questions du nucléaire.

Dans le reste du Monde nous avons participé à plusieurs initiatives.

La Conférence des Nations unies sur l'environnement, la fameuse COP (Conférence des parties) 21 qui s'est tenue à Paris entre fin novembre et début décembre 2015. Plus de 200 États s'y sont engagés à déployer des efforts pour réduire leurs émissions de CO2, qui contribuent au réchauffement de la planète. Si les engagements sont respectés, la COP21 sera un exploit historique pour l'humanité tout entière.

La FNME-CGT a pris toute sa place dans la délégation CGT de la Confédération Syndicale Internationale en portant nos revendications sur les questions énergétiques.

Les États-Unis ont engagé un processus de normalisation avec Cuba. Bien que l'on ne sache pas très bien comment va évoluer cette situation de «normalisation», cette année a vu la réouverture de l'ambassade de Cuba aux États-Unis et vice versa.

Nous avons répondu à l'invitation de nos camarades cubains à plusieurs reprises. Un travail est engagé sur l'avenir des jumelages existants mais aussi sur la fin de l'embargo.

Globalement notre action en Amérique Latine reste soutenue avec plusieurs délégations (Argentine, Colombie, Brésil...) pour participer à des conférences ou congrès.

Nous avons besoin de continuer à travailler notre réseau de contacts dans ce continent marqué par le décès d'Hugo Chavez, les affaires de corruption et des droites libérales revancharde minant les acquis sociaux gagnés par les peuples.

Notre activité en Afrique s'est peu développée. Pour des raisons de sécurité mais aussi financières, nous n'avons pas répondu à toutes les sollicitations.

Le développement de ce continent reste soumis aux diktats des groupes multinationaux de l'énergie et aux batailles des puissances pour l'acquisition des ressources de son sous-sol.

Un accord de coopération a été signé par la FNME-CGT lors du dernier mandat avec l'Algérie (FNTIEG – UGTA). Cet accord n'a pas encore été mis en route et il sera nécessaire de regarder notre engagement pour le faire en lien avec notre IHSME.

Un accord avec le Maroc est en cours de conclusion.

Nous nous sommes engagés à apporter notre soutien sur les questions de formation syndicale à la demande notamment du Gabon, du Sénégal, et de la Côte d'Ivoire en 2017 après notre congrès.

Notre participation au Séminaire International de la Fondation Gabriel Péri en novembre 2016 sera un moment important pour renouer des contacts et faire avancer nos idées quant au droit à l'énergie pour tous.

En Asie, la situation est explosive et nous assistons à une répression sans précédent des opposants aux régimes en place comme à Hong Kong dernièrement.

Nous restons orphelins de contact avec les syndicalistes de l'énergie même si nous avons reçu quelques délégations (Chine, Corée notamment).

Notre activité au sein d'IndustriALL GU nous permet toutefois de recréer doucement un réseau.

L'ensemble des délégations fait l'objet de compte rendus mis en ligne sur le site intranet de la Fédération mais reste peu visibles pour nos organisations.

La décision d'adhérer à l'SP et à IndustriALL Global Union permet à notre fédération d'échanger de façon plus large sur la situation internationale et de travailler avec de nouveaux partenaires.

Les statuts d'IndustriALL GU nous autorisent à participer en tant qu'observateur aux Comités Exécutifs.

Ce lieu de décision nous permet d'intervenir sur les questions de notre champ fédéral. Toutefois, cette internationale reste marquée par son histoire et la prédominance des questions industrielles avec la métallurgie et le textile.

Le travail commun entre les fédérations CGT et notamment avec la FD de la Métallurgie commencent à porter ses fruits.

Nous participons au Réseau international Nucléaire. Là aussi si nous faisons les mêmes constats que nos homologues internationaux, il reste à mettre en marche des initiatives communes pour avancer.

Nous restons absents des Comités d'Extraction Minière existants faute de candidat qui pourrait suivre ceux-ci. A l'heure où nous menons la bataille contre la fermeture du thermique classique et l'exigence d'un mix énergétique, il nous semble important d'investir ce champ de débat.

Le Congrès d'IndustriALL GU se tiendra en octobre 2016 au Brésil. Ce sera l'occasion de pousser les questions de l'Energie et de réactiver un plan de travail pour le secteur énergétique.

Dans l'Internationale des Services Publics, nous participons activement à l'ensemble des campagnes lancées (Eau, Secret des Affaires, Accords de libre Echanges, Campagne anti-corruption, Santé Sécurité, Libertés Syndicales, Droit de grève...).

Nous avons par ailleurs travaillé sur la question du handicap en lien avec le Collectif fédéral. Dans cette Internationale, plusieurs fédérations CGT se côtoient sans travailler ensemble en amont des réunions statutaires.

Cela reste donc un chantier à travailler même si nous avons engagé des contacts avec nos homologues CGT.

Nous sommes actifs dans le Réseau Energie et dans le Comité des Femmes malgré le fait que nous ne soyons qu'observateurs.

D'évidence, nous n'avons pas encore gagné notre place dans nos internationales mais c'est avant tout notre responsabilité qui est engagée.

Nous n'avons pas priorisé et donc nous ne nous sommes pas imposé de travailler plus collectivement sur les dossiers portés par celles-ci dans la CGT mais aussi en nous portant candidat sur des postes à responsabilité.

Il est nécessaire de pousser dans notre fédération le travail transversal entre les différentes entités.

Nous n'avons pas encore atteint l'objectif que l'Europe soit au cœur de notre activité et considéré comme naturelle dans notre stratégie revendicative.

Ce travail reste obscur – peu compris - même si plusieurs débats ont eu lieu en réunions de la Direction Fédérale.

Ce constat fait par la Direction Fédérale de la FNME-CGT a conduit le PEI à créer un journal relatant l'activité européenne et internationale de la fédération. L'objectif de 6 à 8 numéros par an doit permettre de faire connaître nos actions, de susciter l'intérêt d'un plus grand nombre afin d'investir en grand les débats internationaux.

Le bilan de notre activité européenne et internationale est donc en demi teinte.

